

[Paul Tang](#) (corapporteur sur la directive anti-blanchiment — S&D, NL) a déclaré: "Nous perdons la bataille contre le blanchiment d'argent, qui coûte à la société jusqu'à deux mille milliards de dollars américains par an dans le monde. C'est pourquoi le Parlement a œuvré pour trouver des moyens efficaces de lutter contre le blanchiment d'argent, en exigeant l'enregistrement des voitures, des bateaux et des avions coûteux et en rendant obligatoire la déclaration de tous les biens stockés dans les zones franches.

Nous avons également rétabli l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs pour les journalistes et les organisations de la société civile, mis en place des garanties solides, comme la présence d'un officier en charge des droits fondamentaux dans chaque cellule de renseignement financier. J'espère que le Conseil se joindra à nous pour renforcer la lutte de l'UE contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme."

[Luděk Niedermayer](#) (corapporteur sur la directive anti-blanchiment — PPE, CZ) a déclaré: "Le blanchiment d'argent est un crime grave. Il sape la société, l'économie et la confiance des gens. Dans nos propositions, nous avons mis l'accent sur la qualité des données, un meilleur accès aux informations pour les autorités nationales et les organismes compétents, ainsi que sur la coopération transfrontalière dans l'ensemble de l'UE.

La qualité des informations est un facteur essentiel dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Avec la nouvelle législation, les registres des bénéficiaires effectifs s'amélioreront et le recours à d'autres registres existants, à savoir ceux qui couvrent les biens immobiliers, les terrains, les bateaux, les avions et les véhicules, sera facilité. À la suite d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire SOVIM, nous avons proposé des règles claires et transparentes pour l'accès aux registres pour les personnes ou entités ayant un intérêt légitime."

[Eva Maria Poptcheva](#) (corapporteuse sur l'Autorité anti-blanchiment — Renew, ES) a déclaré: "Nous ne pouvons plus tolérer l'influence de l'argent sale dans notre système politique. À la suite du Qatargate, le Parlement a bien entendu le message. L'argent sale n'est pas seulement une menace pour notre démocratie, il alimente également les inégalités et l'injustice. Les citoyens ordinaires luttent pour joindre les deux bouts tandis que les criminels prospèrent grâce à une corruption systémique. Ça ne peut plus durer.

Jusqu'à présent, l'approche non interventionniste de l'UE à l'égard de l'argent sale n'a donné lieu qu'à des scandales. Il est désormais temps de sévir. L'AMLA va véritablement changer la donne en permettant à l'UE de mettre fin au nationalisme économique qui a alimenté cette blanchisserie.

Le contournement généralisé des sanctions par la Russie, même après dix paquets de sanctions, a fait obstacle à leur efficacité et à notre détermination. Si nous voulons une UE crédible, nous devons rendre les sanctions plus efficaces. L'AMLA doit faire partie de la solution."

[Emil Radev](#) (corapporteur sur l'Autorité anti-blanchiment — PPE, BG) a déclaré: "Je pense que la nouvelle Autorité renforcera l'approche européenne en matière de surveillance et approfondira la coopération avec les autorités de surveillance nationales.

Le nouvel observatoire européen surveillera les problèmes émergents liés au blanchiment d'argent dans le système financier. Pour nous, il est important que la nouvelle autorité coopère très étroitement avec les superviseurs nationaux et qu'elle supervise directement les fournisseurs de services de crypto-actifs les plus à risque et les entreprises du secteur financier qui opèrent dans plusieurs États membres pour la première fois. Nous devons établir une distinction claire entre les pouvoirs des autorités nationales de surveillance et les pouvoirs de surveillance directe de l'AMLA.

Au-delà de la surveillance directe d'entités sélectionnées, l'AMLA favorisera l'adoption de normes élevées, la convergence et la création d'une culture commune parmi les autorités de surveillance nationales. Elle nous aidera également à surmonter les problèmes résultant d'un manque de coordination entre les différentes autorités nationales de surveillance et les unités de renseignement financier.

En fin de compte, nous espérons que l'autorité nouvellement créée garantira une plus grande sécurité financière dans un environnement transfrontalier où les risques ne cessent de croître."

[Eero Heinäluoma](#) (corapporteur sur le règlement anti-blanchiment — S&D, FI) a déclaré: "Mon objectif était de veiller dès le départ à ce que nous fixions les mêmes règles pour tous les États membres, afin de créer la clarté et la sécurité juridique pour les entreprises et les autorités. Au-delà de clarifier les règles, celles-ci doivent également être plus strictes.

C'est pourquoi nous nous assurons de couvrir plus d'entités grâce à ces nouvelles règles, comme les équipes de football professionnelles de haut niveau, les agents sportifs, les promoteurs immobiliers, les gestionnaires de patrimoine ou d'actifs, et les personnes qui font du commerce de produits de luxe, comme les bijoux. Nous facilitons également l'identification des personnes qui bénéficient réellement d'une transaction, des personnes qui sont bien trop souvent cachées derrière des entités juridiques opaques. Des règles plus strictes devraient également s'appliquer aux personnes politiquement exposées, de sorte que les responsables des autorités régionales et locales, y compris les communautés de communes et de régions métropolitaines d'au moins 30 000 habitants, seront couverts par les nouvelles règles.

L'Europe ne peut pas gagner seule la lutte contre le blanchiment d'argent. Nous proposons des règles et des procédures plus strictes pour les pays tiers à haut risque et les banques établies dans ces pays. Nous fixerons également un plafond pour les paiements en espèces, qui sont encore très répandus dans les milieux criminels.

[Damien Carême](#) (co-rapporteur pour le règlement sur la lutte contre le blanchiment de capitaux- Verts/ALE, FR) a déclaré: " Les votes d'aujourd'hui marquent le début de la fin pour les criminels, les terroristes, les oligarques, les 'amateurs' d'art et les agents de footballeurs véreux. Pour tous ceux et celles qui ont été au cœur de scandales de blanchiment d'argent sale ces 30 dernières années.

Jusqu'à présent, à cause des failles dans les législations européennes, ces personnes trouvaient dans l'UE un terrain fertile pour cacher leur argent bien mal acquis.

Les textes adoptés par le Parlement européen, dont le règlement pour lequel j'étais rapporteur pour la Commission LIBE, peuvent y remédier. En harmonisant les législations dans toute l'Union européenne, et en renforçant la surveillance des secteurs et des personnes particulièrement sujets au blanchiment, c'est la fin des beaux jours pour ces acteurs malveillants. C'est l'assurance de stopper l'injection de milliards d'Euros d'argent sale dans l'économie européenne. C'est, enfin, l'espoir de pouvoir lutter avec de nouvelles armes contre les inégalités sociales et fiscales dont souffrent tant d'Européennes et d'Européens !"